

**T : Heure de vérité.****Par Jean-François Kahn**

Ca a fait sensation : un philosophe, médiatique comme on dit, qui, longtemps, apparu comme le parangon d'une extrême gauche anarchisante et nietzschéenne, annonce le lancement d'une publication destinée à fédérer les souverainismes des deux rives (pas les plus démocratiques en l'occurrence) et à exprimer la voix du peuple, toutes sensibilités confondues, face aux élites.

Alors, que se passe-t-il ? Toutes les extrêmes et ultra-droites se rallient, par cohortes entières, à l'initiative.

On s'étonne. On s'émeut. On y voit la confirmation d'une certaine convergence : celle que révéla, du moins au début, le mouvement des Gilets jaunes et qui porte, aujourd'hui, le phénomène d'engouement quasi sectaire pour le professeur Raoult.

En vérité, bien qu'il s'agisse d'un non-dit, surtout à gauche, la France renoue ainsi, peu à peu, avec ce qui fut une constante de son histoire, surtout en période de crise.

Récapitulons : à l'occasion des affres de notre I<sup>ère</sup> République, que constate-t-on ? Que les Girondins rescapés continueront, généralement, à défendre les idées démocratiques et libérales et que ce sont les plus extrémistes des Montagnards (Fouché, Tallien) qui se rallieront au bonapartisme, puis à la

Restauration monarchiste. Un des plus enragés et des plus terroristes d'entre eux, Louis Fréron, constituera même des groupes de nervis d'extrême droite pour rosser les républicains.

Rebelote : beaucoup de communards de 1871 contribueront, certes, à l'émergence du mouvement socialiste... mais c'est à l'extrême gauche de cette mouvance, la tendance blanquiste, que se développera un processus de ralliement à la droite nationaliste, d'abord boulangiste, puis antisémite et antidreyfusarde. Son héros, Henri Rochefort, rejoindra l'ultra-droite maurrassienne. L'un de ses partisans, venu du blanquisme, n'avait-il pas appelé à « rejeter la République qui n'est que la République des capitalistes ».

Se créera alors un magazine, *La Cocarde*, qui, dirigé par Maurice Barrès, réunira des figures de l'extrême gauche (Clovis Hugues et Emile Eudes) et de l'extrême droite (Léon Daudet, Charles Maurras), Barrès résumant ainsi leur programme commun : « protectionnisme contre les produits étrangers et l'ouvrier étranger, contre la féodalité financière internationale et ses syndicats anonymes, contre les naturalisés (en l'occurrence les juifs) ».

Ce glissement prendra encore plus d'ampleur après 1900. Un certain Gustave Hervé, campant à l'extrême gauche du Parti Socialiste créé par Jaurès (il lui reprochera d'avoir démarché des capitalistes juifs pour créer *L'Humanité*), fonde le journal *La Guerre sociale* qui, lorsque les camelots du roi maurrassien giflent Aristide Briand, écrit « ce sont les royalistes qui ont aujourd'hui le courage de donner des leçons aux bandits du pouvoir ». L'Action française de

Maurras, de son côté, saluera, après que des syndicalistes d'extrême gauche aient pendu l'effigie de la République devant la Bourse du travail :

« l'extraordinaire rencontre, l'alliance de toutes les forces politiques et sociales qui combattent la démocratie et le développement du régime capitaliste ».

C'est toujours *La Guerre sociale*, d'ultragauche, qui lance en direction de ses lecteurs ouvriers « ne craignez pas de faire le jeu de la réaction. La vraie réaction c'est la République bourgeoise ».

Gustave Hervé, après 1918, passera à l'extrême droite et sera le premier à en appeler à Pétain.

En face, un certain Georges Valois, qui représente l'aile gauche du monarchisme maurrassien, créera le premier parti ouvertement fasciste français et lancera ce cri de guerre « au financier, au pétrolier, à l'éleveur de porcs, qui se croient les maîtres du monde et veulent l'organiser selon la loi de l'argent, selon la philosophie du cochon et plier les peuples à la politique des dividendes, le fascisme répond en levant l'épée ».

Ce même Valois rendra ainsi hommage au socialiste Proudhon : « plutôt que de diriger ses foudres contre la société française, il a compris qu'il fallait se lever contre le vrai coupable, le capitaliste juif et l'ordre social imposé par l'étranger ».

En 1911 se tient, à Paris, un colloque international regroupant les représentants européens du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme, tendance Sorel, opposé au « réformisme » du socialisme jaurésien.

Y participent l'Italien Antonio Labriola, l'Allemand Roberto Michels, le Français Hubert Lagardelle. Tous, après-guerre, se rallieront au fascisme (Lagardelle devenant un ministre de Pétain), comme Oswald Mosley venu de l'extrême gauche travailliste britannique, comme le socialiste belge Henri de Man, comme Mussolini transfuge de la gauche socialiste radicale, comme les néo-socialistes français de Marcel Déat.

En 1925, la ligne du Parti communiste français, ultra sectaire, se résume au « classe contre classe ». C'est Maurice Thorez qui les sortira de cette impasse. Or, le dirigeant de l'époque, Henri Barbé, passera au fascisme ; le numéro deux Celor passera au fascisme ; leur responsable de la propagande Marion passera au fascisme et le principal orateur, Jacques Doriot, passera au fascisme et créera le Parti... Populaire Français.

Vieille histoire donc.

Il revient à un journal comme *Marianne*, dans le sillage des principes sur lequel il a été fondé, de dénoncer cette horreur idéologique. Heure de vérité.